

# PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR - CORSE



Les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions métropolitaines et leur évolution. Chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les quelques éléments de conjoncture et de présentation sont principalement issus de publications des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines à partir de données de l'Insee.

Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont celles de 2018 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique - Caritas France repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un tableau général rapprochant les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2013 et 2018<sup>1</sup>, et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions.

## DÉFINITIONS

**Ménage** : un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

**Niveau de vie ou revenu par unité de consommation (UC)** : dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de 14 ans ou plus comptent pour 0,5 UC chacun, et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 UC chacun. On divise le revenu du ménage par la somme des UC le composant. Cela correspond au niveau de vie du ménage. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens. Un individu ne correspond pas à une unité afin que soient prises en compte les économies liées à la mutualisation au sein des ménages.

1. Nous prenons une période de cinq ans afin de faire ressortir les évolutions.

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DES ANALYSES STATISTIQUES SUR : [RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG](http://RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG)



## PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR - CORSE

DONNÉES GÉNÉRALES	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Corse	France métropolitaine
Population au 1.1.2018, en milliers*	5 048	336	67 187
Taux de chômage au 4 <sup>e</sup> trimestre 2018	10,2 %	9,1 %	8,5 %
Part d'étrangers dans la population (2015)	7,1 %	9,1 %	6,7 %
Densité du parc social** (2018)	61,1	43,2	74,5
Niveau de vie mensuel médian (2015)	1 710 €	1 627 €	1 710 €
Taux de pauvreté à 60 % (2015)	17,2 %	19,6 %	14,0 %
DONNÉES SECOURS CATHOLIQUE 2018		PACA - Corse	
Situations rencontrées		42 248	
Bénévoles (2018)		4 021	
Situations analysées		3 048	
* Chiffres provisoires			
** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants au 1.1.2016			

## CONJONCTURE<sup>1</sup>

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur compte plus de 5 millions d'habitants. Elle est très urbanisée, avec trois métropoles (Nice Côte d'Azur, Aix-Marseille-Provence et Toulon Provence Méditerranée) qui concentrent en 2018 près de 6 habitants de la région sur 10, une proportion bien supérieure à la moyenne nationale.

En 2018, le taux de chômage recule légèrement, après avoir fortement baissé en 2017. Sur un an, il diminue de 0,2 point et s'établit à 10,2 % de la population active en fin d'année. Il reste cependant supérieur à la moyenne nationale (8,5 %). Dans le même temps, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi n'augmente quasi plus, alors qu'il progressait de façon continue depuis dix ans.

Fin 2018 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 156 500 foyers sont allocataires du RSA. Après une stabilisation en 2017, le nombre d'allocataires s'accroît de 0,8 % en 2018 dans la région comme au niveau national.

1- <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4162317>  
et <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4159687>

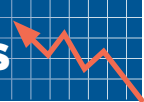
La Corse compte quant à elle plus de 300 000 habitants. L'année 2018 confirme la bonne orientation de l'activité économique régionale en Corse. La hausse annuelle de l'emploi salarié total se poursuit, avec + 1,6 %, soit 1 800 postes supplémentaires. Cette amélioration sur le plan de l'emploi conduit à une baisse du taux de chômage régional pour la quatrième année consécutive. Avec 9 % de la population active, il se rapproche du niveau national (8,8 %). Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi diminue. Seuls les demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus et les chômeurs de longue durée sont exclus de cette tendance.

## SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

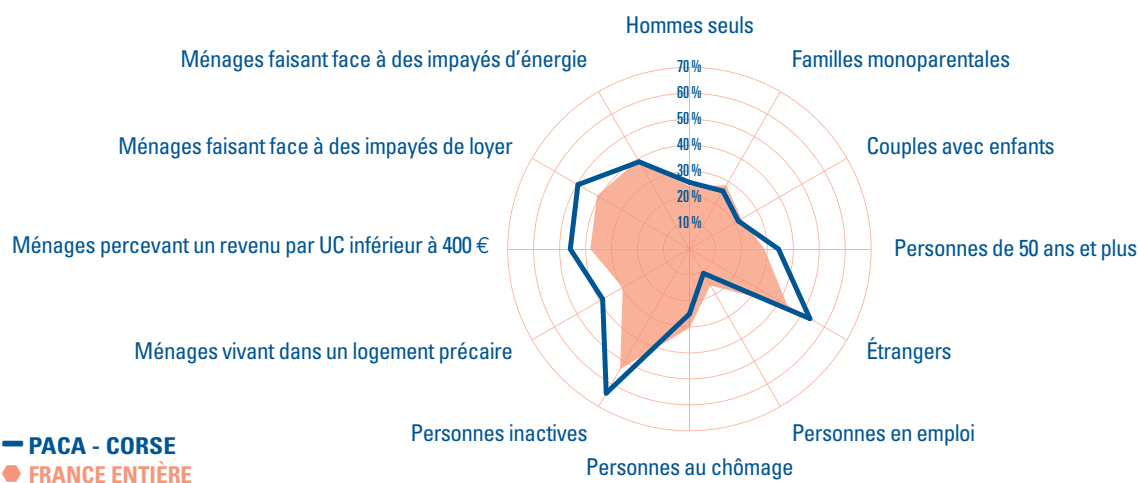
En 2018, 42 200 ménages ont été accueillis par les équipes du Secours Catholique en région PACA-Corse. Un tiers des personnes rencontrées étaient déjà connues par l'association, un chiffre en constante augmentation depuis 2013 (où elles représentaient une personne sur cinq), ce qui laisse supposer une précarisation chronique de cette population.

La demande la plus souvent exprimée par les personnes rencontrées est l'écoute, le conseil et/ou l'accueil pour trois personnes sur quatre. Cette demande a augmenté de 11 points en un an et elle est supérieure de 14 points à la moyenne nationale (75 %, contre 61 %). La demande d'aide alimentaire reste quant à elle très élevée. Alors qu'elle a diminué au niveau national, elle a fortement augmenté dans la région. De 50 % en 2014, elle est passée à 66 % en 2018, contre 52 % au niveau national.

La part des personnes de nationalité étrangère se rendant dans les accueils régionaux a augmenté de 14 points en quatre ans (de 39 % en 2014 à 53 % en 2018). Elle est plus élevée qu'au niveau national (44 %). Parmi les personnes étrangères rencontrées, un tiers est originaire d'un pays du Maghreb (32 %), près d'une sur trois vient d'Europe de l'Est (31 %), et 17 % des personnes étrangères sont originaires d'un pays d'Afrique subsaharienne.



## PROVENCE-ALPES-CÔTES D'AZUR - CORSE



**Champ :** ménages rencontrés par le Secours Catholique. **Note de lecture :** la Provence-Alpes-Côtes d'Azur et la Corse comptent 53,6 % d'étrangers, contre 43,6 % pour la France entière.

Parmi les étrangers hors UE, la part des personnes en attente de statut a augmenté de 12 points depuis 2015, passant de 42 % à 54 %. À l'échelle nationale, cette part est moins importante et reste stable depuis 2010 (41 %). En revanche, la part des personnes déboutées et sans papiers, qui a doublé depuis 2010 au plan national (de 9 % à 22 % en 2018), est de 12 % en 2018, soit la part la plus faible de l'ensemble des régions. Enfin, la part des personnes ayant obtenu un statut a perdu 12 points depuis 2015 (de 46 % à 34 % en 2018). Au niveau national, c'est le cas de 37 % des personnes étrangères.

En 2018, le revenu moyen par unité de consommation (UC) est de 455 €. Il a baissé de 39 € depuis 2017. C'est aujourd'hui moins que le revenu moyen par UC de l'ensemble de la France (510 €).

Une personne sur quatre rencontrée par le Secours Catholique (26 %) n'a aucunes ressources financières. Un peu plus d'une personne sur 10 (10,8 %) est en emploi, contre 16,2 % au niveau national. C'est la part la plus faible parmi l'ensemble des régions. Parmi ces personnes, 37 % travaillent à temps partiel (31 % à l'échelle nationale). Le nombre de chômeurs rencontrés a diminué depuis 2017, passant de 31 % à 25 %.

Les personnes accueillies par le Secours Catholique restent très vulnérables. Plus d'un tiers d'entre elles perçoivent moins de 200 € par mois, une part supérieure au niveau national de 27 %, et 8,6 % vivent à la rue ou dans un squat, une part qui a augmenté depuis 2010, où elle était de 6,6 %, et qui est supérieure au niveau national (4,8 %).

### EXEMPLES D'ACTIONS MENÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

En 2018, lors du projet de loi Asile-Immigration, la délégation d'Aix-Arles s'est saisie de la proposition du Secours Catholique d'inviter des députés à venir rencontrer des personnes migrantes. La démarche a été portée en partenariat avec d'autres associations (La Cimade, JRS, Entraide protestante). Quatre députés ou attachés ont répondu à cette invitation. Ces expériences de rencontre et de dialogue ont permis aux personnes migrantes de relever la tête et aux élus de toucher du doigt l'inhumanité de leur vécu.

L'expérience et l'expertise des personnes exilées ont permis d'aborder lors de ces rencontres des questions liées à leur accès aux droits fondamentaux et à leur dignité, mis à mal par le projet de loi, mais aussi de porter un plaidoyer sur des sujets ciblés (procédure d'asile, règlement Dublin, durée et conditions de rétention...). Il est apparu lors de ces rencontres que le projet de loi était très flou pour quelques-uns de nos élus. Deux d'entre eux ont pris la cause à bras-le-corps, assurant vouloir peser autant que possible pour améliorer le projet de loi.

Concernant cette loi Asile-Immigration, il serait facile de dire que rien ou si peu a été obtenu au regard de l'énergie dépensée. Mais, à la suite de ces rencontres, les lignes ont bougé, des consciences se sont formées et éclairées. Des liens sont créés avec les députés rencontrés, qui perdurent en 2019.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR - CORSE	PACA Corse		France		
	2013	2018	2013	2018	
<b>PRINCIPALES DEMANDES D'AIDE (1)</b>	Écoute, accueil, conseil	61,8 %	75,1 %	57,0 %	61,2 %
	Alimentation	45,7 %	66,4 %	55,2 %	51,5 %
	Loyer, factures d'énergie, d'eau	24,4 %	14,9 %	20,1 %	17,3 %
	Mobilité (voiture, transport)	3,5 %	6,0 %	5,1 %	7,4 %
<b>TYPE DE MÉNAGE</b>	Hommes seuls	33,4 %	25,7 %	23,9 %	24,3 %
	Femmes seules	17,8 %	19,7 %	16,6 %	18,1 %
	Couples sans enfants	5,0 %	7,1 %	6,2 %	6,1 %
	Pères seuls	2,4 %	2,5 %	3,4 %	3,6 %
	Mères seules	25,5 %	23,3 %	26,6 %	24,7 %
	Couples avec enfants	15,9 %	21,7 %	23,4 %	23,2 %
<b>ÂGE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE</b>	Moins de 25 ans	6,7 %	5,2 %	8,9 %	8,5 %
	25-49 ans	62,1 %	60,5 %	65,7 %	62,6 %
	50 ans et plus	31,2 %	34,3 %	25,5 %	28,9 %
<b>PAYS/RÉGION D'ORIGINE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE</b>	France	60,1 %	49,9 %	67,2 %	58,5 %
	Maghreb	19,4 %	15,8 %	8,2 %	9,2 %
	Afrique subsaharienne	4,5 %	8,7 %	10,4 %	14,6 %
	Union européenne	9,8 %	4,8 %	3,9 %	2,8 %
	Europe de l'Est (hors UE)	4,7 %	15,7 %	7,3 %	10,6 %
	Autre	1,5 %	5,0 %	3,0 %	4,3 %
<b>STATUT DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE (étrangers hors UE)</b>	Statut accordé	54,0 %	34,1 %	43,0 %	37,3 %
	Statut demandé, en attente	27,9 %	53,9 %	42,3 %	40,7 %
	Débouté, sans papiers	18,1 %	12,0 %	14,7 %	22,0 %
<b>SITUATION DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE FACE À L'EMPLOI</b>	CDI plein-temps	2,6 %	1,9 %	4,5 %	3,8 %
	Emplois précaires (2)	8,4 %	6,4 %	9,9 %	9,4 %
	À son compte	0,8 %	0,6 %	0,9 %	0,7 %
	Autre travail	1,7 %	1,1 %	1,4 %	1,2 %
	Formation professionnelle	1,3 %	0,8 %	1,2 %	1,1 %
	<b>Sous-total emploi</b>	<b>14,8 %</b>	<b>10,8 %</b>	<b>17,9 %</b>	<b>16,2 %</b>
	Chômage indemnisé ou en attente	11,7 %	10,4 %	11,9 %	11,7 %
	Chômage sans droits reconnus	27,3 %	14,6 %	26,7 %	18,7 %
	<b>Sous-total chômage</b>	<b>39,0 %</b>	<b>25,0 %</b>	<b>38,6 %</b>	<b>30,4 %</b>
	Étudiant	0,6 %	0,8 %	1,1 %	1,3 %
	Inaptitude santé	15,6 %	14,5 %	10,1 %	10,8 %
	Retraite, préretraite	7,7 %	8,7 %	5,5 %	6,2 %
	Au foyer	5,6 %	2,3 %	6,1 %	3,8 %
	Sans droit au travail	7,6 %	25,1 %	10,1 %	18,9 %
Autre sans emploi	9,0 %	12,9 %	10,5 %	12,5 %	
<b>Sous-total inactivité</b>	<b>46,1 %</b>	<b>64,1 %</b>	<b>43,5 %</b>	<b>53,4 %</b>	
<b>TYPES DE RESSOURCES</b>	Ni revenus du travail ni transferts	21,1 %	31,7 %	18,7 %	25,0 %
	Revenus du travail et pas de transferts	8,3 %	9,0 %	7,5 %	10,3 %
	Transferts et pas de revenus du travail	43,8 %	33,3 %	43,4 %	36,6 %
	Revenus du travail et transferts	26,8 %	25,9 %	30,4 %	28,2 %
<b>REVENU PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (en euros 2017)</b>	524 €	455 €	527 €	510 €	
<b>EXISTENCE D'IMPAYÉS</b>	59,3 %	43,1 %	60,6 %	49,4 %	
<b>IMPAYÉ MÉDIAN (en euros constants)</b>	764 €	800 €	806 €	745 €	
<b>NATURE DES IMPAYÉS</b>	Loyer, mensualités d'accession	49,6 %	49,6 %	40,9 %	41,1 %
	Gaz, électricité, combustibles	40,1 %	38,8 %	42,5 %	39,6 %
	Eau	18,8 %	15,3 %	17,4 %	17,0 %
	Découvert bancaire	15,5 %	16,7 %	23,6 %	21,6 %
<b>TYPE DE LOGEMENT</b>	Logement stable (3)	72,6 %	61,4 %	75,7 %	70,3 %
	Logement précaire (4)	27,4 %	38,6 %	24,3 %	29,7 %

(1) Pourcentage de ménages formulant ce type de demande. (2) CDD, intérim, travail saisonnier, temps partiel, emplois aidés. (3) Location HLM, location privée, habitat collectif, propriétaire.

(4) Hôtel, pension, garni, caravane, famille, amis, centre d'hébergement, abri de fortune, rue.